

* João Bernardo : Anticapitalisme. Anti...quoi ?

Ce texte est divisé en six parties. Nous le traduirons et le publierons en plusieurs livraisons, en intégrant parfois les réponses de l'auteur aux questions des internautes parues sur le site *Passa Palavra* en 2019. Puis, quand la traduction sera terminée, le tout sera présenté en un seul fichier complet.

Y.C., *Ni patrie ni frontières*, 13 juillet 2021

1. Le dictionnaire sans mots

Comment puis-je dire me définir aujourd'hui, sans provoquer la perplexité ou la nausée chez ceux avec qui je discute ? Quels mots me restent-ils ?

Notre dictionnaire, du moins le mien, est l'épitaphe d'une histoire de défaites, et les entrées se succèdent comme les tombes d'un cimetière : social-démocratie, socialisme, communisme, socialisme (une nouvelle fois), gauche ou extrême gauche, anticapitalisme.

La social-démocratie exprimait bien ce que voulait le mouvement ouvrier. *Démocratie* – parce qu'il revendiquait un droit de vote indépendant du niveau de revenu et du montant de l'impôt. Et le *socialisme* – parce qu'il ne croyait pas que le capitalisme accorderait le suffrage universel. Mais le capitalisme, plus ou moins rapidement selon les pays, est passé du suffrage censitaire au suffrage universel, et du vote exclusivement masculin à l'admission du suffrage féminin, privant la social-démocratie de la moitié de son programme. L'autre moitié a été emportée par la Première Guerre mondiale, lorsque, à l'été 1914, la majorité de la social-démocratie a abandonné l'internationalisme qui l'avait caractérisée dans ses déclarations de principe, pour se rallier à l'un ou l'autre des Etats belligérants. Cela a marqué la faillite définitive de la social-démocratie en tant que force défendant le socialisme. Si le capitalisme n'avait pas besoin d'elle pour instaurer la démocratie représentative, les travailleurs n'avaient plus non plus besoin d'elle pour établir le socialisme.

C'est dans ces circonstances que le *socialisme* en tant que solution alternative à la social-démocratie est né, a été promu, ou réinventé, par ceux restés fidèles à l'internationalisme durant la première guerre mondiale. Mais après avoir détourné le processus révolutionnaire russe en novembre 1917, les léninistes mirent rapidement en pièces ce socialisme. D'une part, ils exigèrent que les socialistes adoptent les principes autoritaires et centralisateurs appliqués depuis Moscou. Les vingt et une conditions d'adhésion à l'Internationale communiste, promulguées à l'été 1920, contenaient déjà potentiellement les deux lignes de développement du stalinisme : le caractère dictatorial et la suprématie exercée par la direction du Parti communiste soviétique sur les partis communistes des autres pays. Les socialistes furent donc confrontés à un dilemme : soit ils devenaient communistes, soit ils devenaient sociaux-démocrates.

Entre-temps, les léninistes s'efforcèrent de rejeter vers la social-démocratie tous les socialistes qui refusaient de se convertir au léninisme. Le sort de Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht symbolise le sort de ce socialisme, assassiné avec la connivence de la social-démocratie et délibérément oublié par les léninistes, qui effacèrent la mémoire de leur théorie et de leur pratique. Le léninisme s'efforça de liquider le socialisme de gauche, que Karl Radek avait péjorativement désigné comme l'« Internationale II et ½ » ; en effet, il était vital pour la politique soviétique qu'il n'y eut pas de solution alternative face au réformisme social-démocrate et à la dictature bolchevique.

Contre la social-démocratie et contre le socialisme, Lénine donna un autre nom à sa spécialité politique, qui reprenait apparemment le but ultime – le *communisme*. Mais à mesure que se développèrent la politique léniniste et sa conséquence logique, le stalinisme, le communisme fut définitivement associé à l'autoritarisme, au centralisme économique, à l'imposition d'une uniformité de la pensée et au contrôle de la vie privée. Plus encore que ce qui s'était passé avec le terme de *social-*

démocratie, le mot *communisme* en vint à désigner son exact opposé, non pas la liberté des travailleurs, mais la dictature des gestionnaires¹.

Le mal était donc déjà fait lorsque Zinoviev inventa le concept de *social-fascisme*, au centre de la doctrine officielle de l'Internationale communiste jusqu'en 1935, et ce terme fut appliqué non seulement en Allemagne mais dans tous les autres pays. Identifiée au fascisme, la social-démocratie fut même dénoncée comme son élément le plus néfaste, ce qui explique que les communistes allemands aient participé à des initiatives communes avec les nazis, au nom de l'opposition au traité de Versailles, puisqu'ils concentraient leurs attaques contre la social-démocratie et la république de Weimar. Cette absurdité facilita la montée des fascismes et surtout du national-socialisme d'Hitler. Elle servit aussi à consolider le caractère entièrement capitaliste de la social-démocratie et à resserrer les relations des socialistes avec les sociaux-démocrates, puisque les communistes prétendaient que la gauche du socialisme était l'agent le plus pervers du social-fascisme. L'objectif était clair. Il s'agissait de balayer le terrain de la gauche, afin qu'il n'y ait plus de solution alternative face à Moscou.

L'espace étroit que le socialisme avait réussi à maintenir malgré Lénine, Radek et Zinoviev, fut liquidé par la guerre froide, quand il ne restait plus rien entre le stalinisme et la démocratie américaine. D'un côté comme de l'autre, le troisième camp fut balayé. Toute trace qui avait pu subsister de ce socialisme fut ensuite éliminée. Cela ne fut pas facile pour tout le monde, et des choix dramatiques marquèrent la vie de ceux qui survécurent. Une femme très intelligente, Simone de Beauvoir, a décrit ces dilemmes de loyauté dans l'un des grands romans de l'époque, *Les Mandarins*.

Certains eurent la chance de mourir avant d'être obligés de choisir explicitement, ou du moins publiquement, George Orwell, par exemple, ou Victor Serge. D'autres se confinèrent dans le silence ou, comme la taupe, dans l'obscurité, [*dans des lieux discrets, sur leurs lieux de travail, dans des sections syndicales, sans se faire remarquer, pour se protéger. Dans une série d'articles intitulée « Les naufragés. Les réfugiés antifascistes pendant la seconde guerre mondiale² », j'ai évoqué ces militants qui étaient haïs par les fascistes parce qu'ils étaient communistes, haïs par les nazis parce qu'ils étaient juifs, haïs par les Soviétiques parce qu'ils étaient antistaliniens, haïs par les démocraties parce qu'ils étaient anticapitalistes. La seconde guerre mondiale et son prolongement dans la guerre froide leur enlevèrent le peu d'espace politique qui leur restait et effacèrent leur mémoire, quand ils ne les tuèrent pas ou ne les laissèrent pas mourir³].*

¹ J'ai choisi de traduire *gestores* par gestionnaires. Le traducteur de plusieurs chapitres d'un livre de João Bernardo (chapitres parus sous le titre *Economie des processus révolutionnaires*, Vosstanie, 2021) a préféré le mot *managers*, tout aussi pertinent.

Quoi qu'il en soit, l'important est de savoir que pour João Bernardo, il existe deux classes d'exploiteurs dès les débuts du capitalisme : la classe bourgeoise et celle des gestionnaires. Dans sa préface au livre de João Bernardo *Economia dos conflitos*, Maurício Tragtenberg définit les *gestores* (gestionnaires) en ces termes : « L'un des points les plus importants [de ce livre] traite de la structure des classes dirigeantes et souligne une bifurcation, au sein de la classe capitaliste, entre ce que João Bernardo appelle la classe bourgeoise et celle des gestionnaires. La classe bourgeoise est définie à partir d'une perspective décentralisée, c'est-à-dire, en fonction de chaque unité économique dans son microcosme. La classe des gestionnaires, en revanche, a une portée plus universalisatrice et est définie en fonction des unités économiques reliées à l'ensemble du processus. Toutes deux s'approprient la plus-value ; toutes deux contrôlent et organisent les processus de travail ; toutes deux garantissent le système d'exploitation et occupent une position antagoniste face à la classe ouvrière. Mais la classe bourgeoise et celle des gestionnaires diffèrent de plusieurs façons : 1) par les rôles qu'elles jouent dans le mode de production ; 2) par les superstructures juridiques et idéologiques qui leur correspondent ; 3) par leurs origines historiques différentes ; 4) par leurs évolutions historiques différentes. Alors que la classe bourgeoise organise des processus particularisés visant à sa reproduction à un niveau microcosmique, la classe des gestionnaires organise ces processus particularisés en les reliant à un fonctionnement économique mondial et transnational. Il convient également d'ajouter que, pour l'auteur, la classe des gestionnaires tente parfois de se faire passer pour une classe non capitaliste, mais il ne s'agit que d'une apparence. » (NdT).

² <http://nfnf.eu/spip.php?article840>

³ Précisions apportées par l'auteur dans ses réponses aux internautes (NdT).

Les luttes étudiantes et les luttes ouvrières autonomes qui, dans les années 1960 et 1970, se répandirent dans le monde entier, de la Californie à Shanghai, insufflèrent une nouvelle vie au maoïsme, l'éloignant du stalinisme et lui permettant de se présenter comme une force soutenant les initiatives des travailleurs ordinaires. Mais la Révolution culturelle se militarisa rapidement et le *maoïsme* devint synonyme de gymnastique rythmique collective, un petit livre rouge à la main.

Quel nom devaient adopter ceux d'entre nous qui poursuivaient la lutte pour l'autonomie ? Diverses dénominations furent utilisées, certaines simplement négatives, mais aucune d'entre elles ne porta ses fruits. Si, dans certains pays, nous nous sommes fièrement réclamés du *gauchisme*, terme avec lequel la bureaucratie des partis communistes croyait nous insulter, dans d'autres la désignation n'avait pas cours et nous avons choisi, ou l'on nous a attribué, des mots différents. Tout ce mouvement s'est dissous, fragmenté et dégénéra sans laisser de terme pérenne. Lorsque le régime soviétique fut liquidé et que le terme *communisme* disparut avec lui, et que la guerre froide éteignit le souvenir de l'ancien mot *socialisme*, celui-ci revint, et fut entendu dans un vague écho.

Et que lui arriva-t-il ? On aurait pu penser que le communisme avait subi le sort le plus tragique aux mains des dirigeants soviétiques, mais Nicolás Maduro infligea au socialisme un sort encore plus lugubre.

*

Et aujourd'hui, quel terme pouvons-nous utiliser ? *La gauche* ou *l'extrême gauche* ? En réalité, toutes deux sont l'expression concentrée de l'impuissance politique puisqu'ils ne désignent plus désormais que des places dans les hémicycles parlementaires. Aujourd'hui, on attribue, à l'écologie et à l'identitarisme, le qualificatif de gauche, ou d'extrême gauche, quand ces mouvements font beaucoup de bruit. Ces courants n'ont même pas subi une dégénérescence durant des décennies puisque ces notions étaient déjà viciées dès le départ. L'écologie fait l'apologie sociale et technique des systèmes économiques précapitalistes, comme s'ils n'avaient pas déclenché les processus historiques qui ont précisément conduit au capitalisme. Et, à l'heure de la mondialisation et de la transnationalisation, les identitarismes ne sont que le substitut des nationalismes – avec l'inconvénient supplémentaire que les nationalismes sont circonscrits par des frontières, alors que les identitarismes se multiplient, au gré de l'invention de nouvelles identités, sans connaître de limites géographiques.

Mais ce n'est pas seulement sur le plan terminologique que les mots *gauche* et *extrême gauche* sont un aveu d'impuissance. Ils le sont à un autre niveau encore, car ni l'écologie ni l'identitarisme ne se réclament de la gauche. Seules la gauche ou l'extrême gauche se présentent aujourd'hui comme écologistes et identitaires. Cette asymétrie des vocations – dans laquelle des courants spécifiques ne se revendiquent pas de la gauche, mais où la gauche revendique leur thématique – révèle toute l'étendue de la faillite de la gauche actuelle. Elle pense qu'en enfilant un déguisement, elle peut devenir autre. La gauche ne pouvait pas dévoiler plus clairement sa démission.

Il restait un mot, celui que jusqu'à récemment je préférais, parce que sa signification me semblait incontestable : *anticapitalisme*. Mais des groupes politiques ont commencé à apparaître dans les rues et même dans les parlements européens, en Catalogne, en France, en Italie et ailleurs ; ces organisations défendent un nationalisme hystérique en invoquant l'anticapitalisme ; ils insultent ou même attaquent les touristes, créent des difficultés pour les immigrés, défendent subrepticement, quand ce n'est pas explicitement, un programme économique populiste, identique à celui défendu par l'extrême droite et les fascistes. Pour ces gens, les capitalistes sont *les autres*, cette identité sur laquelle se projettent tous les ressentiments. L'anticapitalisme a donc perdu son sens et s'est transformé en populisme...

Chaque fois qu'un nouveau mot a surgi, il a fini par disparaître brutalement. Parcourir les entrées de ce dictionnaire, c'est suivre une histoire jalonnée de défaites. Ce ne sont pas des défaites dont nous pourrions encore conserver les drapeaux pour mener de nouvelles batailles, mais des défaites où tout a été liquidé, y compris nos espoirs. Il est vrai que dans les groupuscules politiques et dans les départements universitaires de sciences sociales – j'ignore pourquoi elles se prétendent scientifiques –, on rencontre des professionnels chargés de répéter des mots, pour que les militants ou les étudiants les récitent. Mais l'écho leur fait défaut, car le sens des mots leur est conféré non par ceux qui les prononcent, mais par ceux qui les entendent et les comprennent. Lorsque les mots ne sont pas compris,

ils perdent leur sens et en acquièrent un autre, celui que le public leur donne. Dès lors, il est inutile de répéter les mots car ceux qui les entendent comprennent autre chose.

Comment puis-je me définir aujourd'hui, sans provoquer la perplexité ou la nausée chez ceux avec qui je discute ? Quels sont les mots qui me restent ? Aucun. Devrai-je, ou devons-nous, inventer un nouveau mot ? Mais les mots sont une création sociale, leur signification est collective ; si un mot est compris seulement par une demi-douzaine de personnes, c'est comme s'il n'existait pas.

Il arrive parfois que des termes initialement désobligeants se banalisent et soient utilisés par les personnes mêmes qu'ils visaient. C'est arrivé avec l'*impressionnisme*, le *cubisme*, le *big-bang*, le *gauchisme*. Mais aujourd'hui, ce n'est même pas le cas. Nous sommes tellement insignifiants que nous ne sommes même pas un objet d'ironie.

Me voilà revenu au degré zéro et, comme le désespoir ne mène nulle part, je vais procéder avec méthode. Les mots n'existent que lorsqu'ils nomment quelque chose, et que peut bien nommer l'anticapitalisme aujourd'hui ?

João Bernardo, août 2019, *Passa Palavra*

2. L'argent n'est pas le pouvoir

* *Plutôt que de prêter attention à la quantité d'argent que possèdent les riches, nous devrions nous intéresser au nombre de personnes qu'un capitaliste peut licencier.*

« Où la liberté individuelle est-elle bridée ? Dans le secteur le plus important de la vie moderne, sur le lieu de travail, dans l'atelier, dans l'usine, dans l'entreprise. Comment est-il possible que l'autocratie règne ici et la liberté dans d'autres endroits ? » se demande Mário Pedrosa⁴. Mais la gauche qui ressent la vocation de gérer l'État et veut recueillir des voix ne lui répond pas. Elle a oublié la signification des rapports sociaux de production, qui sont des relations qui se tissent dans le processus de travail.

Sous le capitalisme, les classes dominantes sont les classes qui dictent la forme d'organisation de la classe dominée. Il ne s'agit pas, comme dans d'autres systèmes économiques, qu'une élite d'individus puissants impose sa volonté de l'extérieur, en exerçant la violence, soit par la menace soit par son usage direct. Au contraire, dans le capitalisme, la domination est insidieuse et interne, elle consiste précisément à déterminer la structure sociale des dominés et réside dans les connexions qui contrôlent l'étendue et l'orientation des possibilités d'action des travailleurs. Et le noyau, le lieu qui est à la fois central et le plus profond, celui où est dictée la forme de l'organisation sociale, ce sont les rapports de travail. Les entreprises, à travers le système de travail qui y règne, sont le fondement de ce totalitarisme, si souvent appelé démocratie.

Mais la gauche d'aujourd'hui n'est pas consciente de tout cela. Ce n'est que dans la presse liée au grand capital et qui s'intéresse à l'administration des entreprises que l'on peut trouver la notion de rapports sociaux de production, voire qu'elle y occupe une place centrale. J'avais déjà écrit ces lignes lorsqu'un ami a attiré mon attention sur un livre de Steve Shippside⁵, qui a choisi cinquante-deux idées présentées par Marx dans *Le Capital* et a cherché à expliquer comment les gestionnaires peuvent les appliquer et augmenter la rentabilité de leurs entreprises. N'est-il pas particulièrement ironique que des capitalistes utilisent un auteur considéré comme inutile par une partie croissante de la gauche ?

*

Dans une analyse qui part des rapports sociaux de travail, compris comme des rapports d'exploitation, une classe sociale n'existe qu'en fonction des autres. C'est le nouveau sens acquis par la vieille notion de l'humanisme. Si les travailleurs parviennent à détruire les rapports de production capitalistes, les classes capitalistes n'ont plus de raison d'être et, par conséquent, les travailleurs n'ont plus eux-mêmes de raison d'exister en tant que classe exploitée.

Mais si les travailleurs éliminent physiquement les capitalistes sans détruire les rapports de production propres au capitalisme, alors de nouveaux capitalistes surgissent parmi les travailleurs, et la classe des gestionnaires se reconstitue. C'est ce que les expériences russes et chinoises, et d'autres plus modestes, ont montré dans la pratique.

Pour qu'un changement dans les rapports sociaux de production soit possible, une rupture avec la structure organisationnelle dictée par le capitalisme est indispensable, et cette rupture est réalisée par les travailleurs lorsque leurs luttes collectives sont actives, c'est-à-dire quand ils se débarrassent de la bureaucratie syndicale ou du moins la réduisent à un rôle secondaire. Chaque fois que les travailleurs eux-mêmes, tous unis, affrontent les patrons, sans déléguer leur représentation à la bureaucratie syndicale, il apparaît des formes d'organisation antagonistes au capitalisme. Et cette nouvelle organisation sociale sur les lieux de travail peut développer et engendrer des rapports de production non capitalistes, dans lesquels une autre distribution des compétences et d'autres hiérarchies au travail

⁴ *A Opção Imperialista*, Civilização Brasileira, 1966, p. 347.

⁵ Steve Shippside, *Marx. 52 idées du Capital à utiliser aujourd'hui dans l'entreprise*, Maxima. Laurent Dumesnil éditeur, 2009.

émergent et où le contrôle du temps de travail est repensé, ce qui implique la définition d'autres critères de productivité.

Tous ces problèmes, bien qu'ils marquent toujours la vie quotidienne des travailleurs, sont aujourd'hui oubliés par la gauche qui se préoccupe avant tout de gravir les échelons du pouvoir en place. Une victoire des travailleurs ne consiste pas à gagner quelques dollars ou quelques euros de plus, mais à lutter pour leurs objectifs à travers d'autres formes d'organisation que celles qui leur sont imposées par le capitalisme. La victoire consiste à pouvoir, pendant un certain temps, s'organiser d'une manière qui rompe avec les hiérarchies du travail et les hiérarchies bureaucratiques. Si, sous le capitalisme, dominer c'est déterminer la structure des dominés, l'anticapitalisme consiste à subvertir cette structure.

Certains affirment que, au cours de l'histoire, les luttes actives et collectives qui ont permis aux travailleurs d'occuper des entreprises et de commencer à remodeler les rapports sociaux de production ont non seulement été très rares mais aussi d'une extrême brièveté. Cette approche est trompeuse. Dans les accélérateurs de particules les plus puissants, les scientifiques produisent et détectent des particules impossibles à observer dans le monde habituel, et leur durée est si infime que nous ne pouvons pas la percevoir mentalement, bien que nous visualisions le nombre de zéros et fassions des opérations mathématiques avec ces chiffres. Pourtant, ces particules nous permettent de comprendre la structure de ce que, par habitude, nous appelons encore la matière. Il en va de même pour les luttes actives et collectives des travailleurs. Malgré leur rareté et leur courte durée, elles nous permettent de comprendre les fondements de la structure sociale du capitalisme. Ces luttes nous dévoilent directement le caractère des rapports sociaux de production.

*

La raison pour laquelle la gauche a oublié la notion de rapports sociaux de production est simple. Cela tient au fait que les partis politiques et les entreprises ont des structures semblables. Outre les facteurs inhérents à n'importe quel appareil bureaucratique, le fait que les partis de gauche se situent dans la même sphère d'électoratisme que les autres partis signifie que la structure de tous ces partis tend à se ressembler.

Prenons un exemple récent. Miguel Casanova, fils d'un dirigeant historique du Parti communiste portugais, était un permanent du parti qui critiquait l'orientation prise à l'égard du gouvernement socialiste. La direction du Parti a alors décidé de le transférer à d'autres fonctions et, comme il refusait d'accepter cette sanction, il a été licencié en mai 2018. Or, Miguel Casanova a fait appel devant le Tribunal du travail (les prudhommes, *NdT*), en affirmant qu'il avait été licencié sans motif valable. Les juges lui ont donné raison en juin 2019 et ont ordonné au Parti communiste de le réintégrer dans son ancien poste. Le Parti a annoncé qu'il allait faire appel, mais le point intéressant dans cette affaire, c'est qu'un tribunal a établi une équivalence entre un parti politique et une entreprise, et a mis sur un pied d'égalité un militant politique responsable et un travailleur salarié.

C'est dans ce contexte que se confondent délibérément les rapports sociaux qui soutiennent le processus de production et ceux qui soutiennent les appareils politiques ou tout autre appareil bureaucratique.

*

L'oubli des rapports sociaux de production a été officialisé par les régimes soviétiques. Le stalinisme et ce qui était pourtant son opposition officielle, le trotskisme, ont remplacé le problème des rapports sociaux de production par celui des rapports juridiques de propriété, au point de résumer le socialisme à des nationalisations, qui étaient en réalité des étatisations. Ainsi, la notion de socialisme, qui, à l'origine, se référait à une transformation des rapports sociaux de production, a été réduite à une modification des rapports juridiques de propriété.

Cette altération des formes juridiques de la propriété n'a pas modifié les rapports de travail, elle a simplement placé la classe des gestionnaires à toutes les places auparavant occupées par la bourgeoisie. Alors que, dans le capitalisme concurrentiel, la propriété des moyens de production est partagée entre la bourgeoisie et la classe des gestionnaires, dans le capitalisme d'État inauguré par le régime soviétique, tout appartient exclusivement aux gestionnaires. Pour mener à bien cette opération, les gestionnaires ont

toutefois eu besoin, dans de nombreux cas, du soutien des travailleurs. Il est donc commode pour les gestionnaires de nous faire croire que la bourgeoisie, fondée sur la propriété privée, serait le seul ennemi des travailleurs. C'est pourquoi, sur le plan idéologique, ils rejettent l'idée qu'il existe une classe des gestionnaires⁶. Cette ambiguïté séculaire, qui a vu coexister la lutte des travailleurs avec les désirs des gestionnaires, a pris le nom de socialisme, et elle explique la dégénérescence de la gauche et les échecs successifs des projets de subversion sociale. Lorsque les travailleurs prennent conscience de l'existence de la class des gestionnaires, cette ambiguïté disparaît.

*

Le modèle des étatisations généralisées, intégrées dans un centre unique, s'est effondré avec la chute des régimes soviétiques. Mais les étatisations non systématiques et parcellaires, notamment des services publics, continuent d'être préconisées par la gauche. En fait, les politiciens – les gestionnaires de la politique – pensent que les mécanismes électoraux leur assureront un certain type ou un certain degré de contrôle sur les entreprises étatisées, alors qu'ils savent qu'ils seront rarement compétents pour accéder à la direction des grandes entreprises privées.

L'oubli des rapports sociaux de production, aggravé par le discrédit du modèle soviétique de remodelage des rapports juridiques de propriété, a conduit à privilégier la distribution sur la production. On est donc revenu à un socialisme primitif, aux racines plus religieuses qu'économiques, pour lequel le capitalisme serait un vol, et le socialisme aurait une vocation distributive. Mais Marx avait déjà remis en question les fondements de ce socialisme. Si le vol était une transgression, Marx considérait le capitalisme non pas comme une transgression, mais comme la norme. Pour lui, ce n'était pas la violation de la règle du jeu, mais la règle elle-même qu'il fallait combattre. Aujourd'hui, le socialisme distributif ressuscité par le programme de la gauche est étroitement lié à la lutte contre la corruption, et la critique de l'économie a été remplacée par des sermons moraux. L'une des grandes leçons du marxisme a ironiquement changé de camp, car aujourd'hui la droite pense en termes d'intérêts matériels, tandis que la gauche raisonne en termes d'éthique et de préjugés moraux, au point qu'au lieu de parler de lutte des classes, elle dénonce le *harcèlement* des employeurs et le *harcèlement* du Capital.

La complexité de la lutte des classes s'est ainsi transformée en une division simpliste entre les très riches et la multitude, division qui dissimule, sous une échelle continue de revenus, les clivages entre les classes, leurs hiérarchies internes et la division de leurs fonctions. Cette analyse de la société repose sur une mentalité de commerçant ou, de façon plus moderne, sur le modèle du centre commercial ; donc on ne parle plus de *classes* mais de *personnes*.

L'idée qu'il suffirait d'opposer le mauvais capitalisme au bon capitalisme s'est ainsi répandue. L'exploitation est confondue avec l'inégalité dans la distribution des revenus et la solution serait de mettre en place un capitalisme bienveillant. Le socialisme distributif apparaît désormais comme un programme qui fusionne la gauche avec d'autres populismes ; cela génère ainsi une nouvelle convergence, un nouveau croisement, entre la droite et la gauche, croisement qui alimente toujours les fascismes. Le populisme actuel est un terrain fertile pour l'apparition d'un fascisme postfasciste, car il remplace le clivage entre les classes par les antagonismes entre nationalisme et cosmopolitisme, entre

⁶ A une question d'un internaute, qui lui demandait si la gauche n'avait pas toujours eu la volonté de se transformer en une classe de gestionnaires, João Bernardo a répondu : « *Telle était la thèse de Makhaisky [cf. Le socialisme des intellectuels, Seuil, 1970], le fondateur de la théorie d'une classe de gestionnaires, qu'il appelait l'intelligentsia. Il considérait que le socialisme marxiste était la théorie de l'intelligentsia. Mais cette vision me semble erronée, car unilatérale. D'une part, le marxisme, tel qu'il a été formulé par ses deux créateurs, est ambigu et à certains égards contradictoire, parce qu'il a laissé un espace vide entre une théorie des gestionnaires et une théorie de l'émancipation. D'autre part, l'historiographie s'intéresse beaucoup plus aux gagnants qu'aux perdants. Nous connaissons le nom et le parcours des travailleurs révolutionnaires qui, suite à la bureaucratisation des formes de lutte, sont devenus des gestionnaires capitalistes. Nous connaissons les mécanismes du capitalisme syndical. Mais les noms des travailleurs qui n'ont pas voulu grimper dans la hiérarchie et ont continué à lutter à la base restent inconnus. Plus important encore, de nombreuses luttes ont été gagnées sans avoir dégénéré en interne.* »

étroitesse d'esprit et ouverture d'esprit. Le populisme est toujours un anti-intellectualisme, parce que la démagogie va invariablement de pair avec l'ignorance, et que l'anti-intellectualisme est l'un des fils conducteurs qui mène du fascisme classique au fascisme post-fasciste. C'est pourquoi la base de soutien du populisme est constituée par les masses susceptibles d'être influencées par la démagogie, et la principale ruse des fascismes est de convertir la lutte des classes en ressentiment. De même que la lutte des classes vise à la transformation des rapports sociaux de production, le mécanisme du ressentiment est l'envie vis-à-vis des riches, et le socialisme distributif propose une réponse à ce ressentiment.

En réalité, cependant, la confusion entre richesse et pouvoir est désastreuse. Si nous voulons utiliser un critère rapide et pratique, nous ne devrions pas prêter attention à la quantité d'argent que possèdent les riches, mais au nombre de personnes qu'un capitaliste peut mettre à la porte. Un seul exemple : en 2018, le directeur général de la Deutsche Bank, Christian Sewing, a touché 7 millions d'euros, ce qui en fait l'un des gestionnaires les mieux payés de la banque européenne, mais cela ne révèle pas son pouvoir. En juillet 2019, il a décidé de licencier 18 000 des 91 500 employés de la banque, soit environ 1/5^e des effectifs. C'est en ces termes que l'analyse peut s'élever de la simple question des revenus jusqu'au niveau des rapports sociaux de production.

Mais pour quelles raisons la gauche a-t-elle mis de côté ces rapports sociaux ?

João Bernardo, août 2019, *Passa Palavra*

Discussion sur le site Passa Palavra

Question : La gauche n'a-t-elle pas toujours eu vocation à se transformer en une classe gestionnaire ?

João Bernardo: Telle était la thèse de Makhaisky [cf. *Le socialisme des intellectuels*, Seuil, 1970], le fondateur de la théorie d'une classe de gestionnaires, qu'il appelait l'intelligentsia. Il considérait que le socialisme marxiste était la théorie de l'intelligentsia. Mais cette vision me semble erronée, car unilatérale. D'une part, le marxisme, tel qu'il a été formulé par ses deux créateurs, est ambigu et à certains égards contradictoire, parce qu'il a laissé un espace vide entre une théorie des gestionnaires et une théorie de l'émancipation. D'autre part, l'historiographie s'intéresse beaucoup plus aux gagnants qu'aux perdants. Nous connaissons le nom et le parcours des travailleurs révolutionnaires qui, suite à la bureaucratisation des formes de lutte, sont devenus des gestionnaires capitalistes. Nous connaissons les mécanismes du capitalisme syndical. Mais les noms des travailleurs qui n'ont pas voulu grimper dans la hiérarchie et ont continué à lutter à la base nous restent inconnus. Plus important encore, de nombreuses luttes ont été gagnées sans avoir dégénéré en interne.

*** Question : Comment différencier clairement l'extrême droite du fascisme ? La mobilisation des classes subalternes pour une restructuration autoritaire de l'État, et aussi l'intersection entre les thèmes chers à la gauche et à la droite jouent un rôle important. Ainsi, pour prendre deux exemples, l'Ação Integralista Brasileira⁷ a été l'un des mouvements fascistes de l'histoire du Brésil, tandis que les militaires qui ont gouverné le pays entre 1964 et 1985, adeptes de la doctrine de la « sécurité nationale », étaient d'extrême droite, mais pas fascistes. Cette évaluation est-elle correcte ?**

João Bernardo: J'établis une différence entre la droite (Macron, Merkel), l'extrême droite radicale et le fascisme (par exemple Steve Bannon est un agent du fascisme et tente en ce moment d'opérer la jonction entre le fascisme et l'extrême droite radicale). [...] Pour approfondir la question, je te renvoie à la troisième version de mon livre *Labirintos do fascismo*, dans le chapitre 2 de la première partie, pages 44-69, et aux précisions terminologiques que je présente pages 51-52.

⁷ Cf. les deux articles de Nicolas Lorca et Matheus Matheus Felipe Gomes Dias qui évoquent ce mouvement fasciste durant les années 1920 et 1930 : <http://nfnf.eu/spip.php?article839>. (NdT)

Pour résumer de manière très synthétique, je considère que le champ du fascisme est délimité par deux axes. Un axe radical, qui réunit, à une extrémité, le Parti et les milices et, à l'autre extrémité, les syndicats et les milices. Et un axe conservateur, qui réunit, dans un pôle, l'armée et, dans l'autre pôle, les Eglises. Pour qu'un mouvement fasciste existe, l'axe radical suffit, mais pour que s'instaure un régime fasciste, il faut que l'axe radical et l'axe conservateur s'articulent. L'axe conservateur, par lui-même, ne constitue pas un mouvement fasciste et ne suffit pas à l'établissement d'un régime fasciste. Il y a eu des coups d'État militaires, bénis par l'Église, qui ont mis en place des régimes fascistes, mais pour cela ils devaient s'articuler avec les institutions de l'axe radical, ce qui ne s'est pas produit au Brésil dans les années 1964-1985.

Il y a encore une question que nous devons toujours garder à l'esprit. Si le socialisme, le libéralisme ou le conservatisme ont leurs propres généalogies et sont raisonnablement bien définis, le fascisme, lui, est très plastique. Le fait qu'il résulte du croisement entre un axe radical et un axe conservateur, et que l'axe radical lui-même combine les échos de thèmes sociaux avec les échos du nationalisme fait que le fascisme a une périphérie diffuse et engendre des variantes différenciées.

A suivre...

- 3. Le système de la vache laitière**
- 4. Deux lieux communs actuels**
- 5. Tout part en fumée**
- 6. L'utopie d'une société transparente**